



Gouvernement du Canada
Bureau du Conseil privé

Government of Canada
Privy Council Office

Étude sur la confiance, l'information et l'écosystème numérique (ECIEN)

Sommaire

Préparé pour le Bureau du Conseil privé (BCP)

Fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

No du contrat : 35035-221248

Valeur de l'entente : 299 760,75 \$ (taxes incluses)

Date du contrat : 21 octobre 2022

Date de livraison : 18 mars 2024

No d'inscription : POR 069-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec : [ROP-
ROP@pco-bcp.gc.ca](mailto:ROP@pco-bcp.gc.ca)

This report is also available in English



Étude sur la confiance, l'information et l'écosystème numérique (ECIEN)

Sommaire

Préparé pour le Bureau du Conseil privé (BCP)

Fournisseur : LES ASSOCIÉS DE RECHERCHE EKOS INC.

Date : 18 mars 2024

Ce rapport de recherche sur l'opinion publique présente la méthodologie utilisée pour la réalisation de quatre sondages en ligne par les Associés de recherche EKOS inc. pour le compte du Bureau du Conseil privé (BCP).

This report is also available in English under the title: Trust, Information, and Digital Ecosystems Study (TIDES).

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue du BCP.

Numéro de catalogue : CP22-214/2024E-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) : 978-0-660-70892-8

Numéro de catalogue (rapport en français) : CP22-214/2024F-PDF

ISBN : 978-0-660-70893-5

© Sa Majesté le roi du chef du Canada, 2024

SOMMAIRE

A. Contexte et méthodologie

Le Bureau du Conseil privé (BCP) est l'organisme central de la fonction publique qui appuie le premier ministre ainsi que le Cabinet et ses structures décisionnelles de façon impartiale. Dirigé par le greffier du Conseil privé, le BCP aide le gouvernement fédéral à mettre en œuvre sa vision, et à réagir de façon rapide et efficace à des enjeux qui touchent notre pays.

La prolifération de la mésinformation et de la désinformation est un défi croissant pour la société canadienne. Des recherches antérieures ont révélé que l'exposition à la mésinformation et à la désinformation, tout comme la croyance de leur contenu, peut éroder la confiance du public dans les institutions et entraîner des conséquences sur la capacité du gouvernement à protéger la santé publique et à travailler au service d'intérêts nationaux plus globaux (p. ex., réponses à la COVID-19, soutien aux politiques d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques). Le gouvernement fédéral a donné la priorité à la lutte contre la mésinformation et la désinformation en mettant l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de contre-mesures à l'échelle du gouvernement pour protéger notre démocratie.

Pour appuyer le programme du gouvernement sur ces questions, l'UII – en collaboration avec des partenaires du BCP et de l'ASPC – mène une série de sondages, élargissant ainsi deux programmes pluriannuels de recherche liés à des projets d'intervention liés à la COVID-19 et aux mesures climatiques en cours. Plus précisément, ces séries d'initiatives visent à :

- Mieux comprendre les facteurs qui façonnent la relation des individus avec l'information et avec les institutions à l'ère du numérique, et tester des mesures d'intervention qui réduisent le plus les préjudices liés à la mésinformation et à la désinformation, notamment les menaces à la santé publique, à l'action climatique, aux valeurs démocratiques et partagées, ainsi qu'à la diversité et à l'inclusion.
- Approfondir et élargir la compréhension par le gouvernement des défis à relever pour maintenir et pour accroître la confiance dans les institutions sur lesquelles les gens s'appuient lorsqu'ils participent à des discours et à des débats publics éclairés, ainsi que le rôle que joue l'accès à de l'information fiable dans ces conversations.

- Développer une compréhension plus solide des facteurs humains qui sont associés à une plus grande résilience à la mésinformation et à la désinformation, et des facteurs contextuels et systémiques qui exercent une incidence sur leur propagation.

Conformément à ces objectifs plus globaux, les Associés de recherche EKOS ont mené une étude transversale à plusieurs vagues afin d'examiner l'incidence de la confiance du public (dans le gouvernement, dans les institutions, les uns envers les autres) et sa susceptibilité à la mésinformation ou à la désinformation par rapport à des résultats d'intérêt pour le gouvernement du Canada, évaluant la convergence et la divergence entre divers domaines stratégiques prioritaires et aspects de notre société démocratique.

L'objectif de l'étude était de fournir au BCP et à l'ASPC des renseignements issus de recherches traitant de croyances, d'attitudes et de comportements des Canadiens en lien avec un éventail de sujets plus larges dans les domaines de la mésinformation et de la désinformation, de la confiance du public et de la résilience démocratique. Le présent rapport décrit la méthodologie utilisée pour mener cette étude.

Le public cible de cette étude était des citoyens canadiens et résidents permanents du Canada âgés de 18 ans et plus, avec une représentation appropriée selon le genre, l'âge, le niveau de scolarité et la répartition régionale.

L'étude se divisait en quatre vagues. En tout, 3 375 répondants ont été interrogés au cours de chaque vague. Dans toutes les vagues, l'échantillon comprenait des répondants de la population générale, ainsi qu'un suréchantillon de certaines populations sous-représentées.

B. Frais

Le montant du contrat pour cette étude était de **299 760,75 \$** (TVH comprise).

C. Certification de neutralité politique

À titre de cadre supérieur des Associés de recherche EKOS Inc., j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences de neutralité politique du gouvernement du Canada exposées dans la Politique de communication du gouvernement du Canada et dans la Procédure de planification et d'attribution de marchés de services de recherche sur l'opinion publique.

En particulier, les documents remis ne contiennent pas de renseignements sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.



Signé par :

Derek Jansen (vice-président)